

N° 5143A¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant
la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

* * *

AMENDEMENT ADOPTE PAR LA COMMISSION SPECIALE
„PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI“

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

(20.11.2003)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre un amendement au projet de loi sous rubrique que la Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ a adopté dans sa réunion du 18 novembre 2003.

L'amendement vise l'article 3 du projet de loi qui introduit dans la loi modifiée du 12 février 1999 un article 2bis nouveau déterminant les mesures destinées à permettre la mise en œuvre des dispositions concernant le sexe sous-représenté.

Le point 3 de cet article 2bis nouveau prévoit deux paragraphes comportant chacun une dérogation à la loi du 8 décembre 1991 relative à l'égalité de traitement.

Au sujet du paragraphe 1er ayant pour objet de légaliser les offres d'emploi ou les annonces relatives à l'emploi poursuivant le but d'avantager les travailleurs du sexe sous-représenté, le Conseil d'Etat a estimé dans son avis complémentaire du 21 octobre 2003 „*qu'il y a lieu de prévoir une procédure permettant à l'employeur de bonne foi de se prémunir contre d'éventuelles poursuites pénales s'il s'était trompé en l'occurrence sur la sous-représentation des candidats cibles*“.

Le Conseil d'Etat se pose la question de savoir si à cet effet la procédure administrative prévue au point 2 de ce même article 2bis nouveau ne pourrait pas utilement s'appliquer et considère que la même interrogation se pose également au sujet de la dérogation inscrite au paragraphe 2 du point 3.

La Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ partage les réflexions du Conseil d'Etat quant au principe. Elle est toutefois d'avis que la procédure administrative prévue au paragraphe 2 serait trop lourde pour s'appliquer aux dérogations particulières visées en l'espèce. Voilà pourquoi, la commission propose de compléter par voie d'amendement le point 3 par un paragraphe 3 nouveau obligeant l'employeur de demander préalablement à la mise en œuvre des dérogations l'attestation écrite du ministère de la Promotion féminine certifiant l'état de sous-représentation des travailleurs du sexe qu'il s'agit de privilégier.

La Commission spéciale propose de libeller le paragraphe (3) nouveau comme suit:

„(3) Pour pouvoir se prévaloir des dérogations prévues aux paragraphes (1) et (2) qui précèdent, l'employeur se munira préalablement d'une attestation écrite du ministre de la Promotion féminine certifiant l'état de sous-représentation des travailleurs du sexe qu'il s'agit de privilégier.“

Compte tenu de l'urgence du projet de loi qui en tout état de cause doit encore être voté avant la fin de l'année en cours, je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son deuxième avis complémentaire dans les meilleurs délais.

Copie pour information de la présente est transmise au M. François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre du Travail et de l'Emploi, et à Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ
Président de la Chambre des Députés